

septembre, le ministre a dit qu'on étudierait la question de l'importation de dindes des États-Unis à des prix inférieurs au prix de revient au Canada. La question a-t-elle été étudiée? Si oui, quels sont les résultats et quelles mesures doivent être prises?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, on l'a étudiée. Bien que nous exerçons une surveillance quotidienne nous n'avons pas de preuve qu'on importe au Canada des dindes des États-Unis à des prix inférieurs à celui auquel on les offre aux États-Unis. Quant aux mesures à prendre, nous n'avons rien décidé jusqu'ici, sauf de maintenir une surveillance constante.

LA DÉFENSE NATIONALE

TERRE-NEUVE—LA FERMETURE DE L'INSTALLATION AMÉRICAINE D'ARGENTIA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Walter Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Production de défense. Mon collègue de Saint-Jean-Est (M. McGrath) en a donné avis hier. Le ministre indiquerait-il à la Chambre si le gouvernement a été informé qu'on projetterait de fermer la vaste installation américaine d'Argentia, à Terre-Neuve?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de la Production de défense): La réponse est non, monsieur l'Orateur.

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Ma question s'adresse au ministre de la Production de défense, l'ami des Terre-Neuviens au cabinet fédéral. (*Applaudissements*)

Je veux que l'honorable représentant se sente un peu plus à l'aise dans son rôle solitaire...

M. l'Orateur: A l'ordre. L'appel de l'ordre du jour.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. G. W. Baldwin (Peace River): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Si la Chambre y consent, j'aimerais demander au président du Conseil privé quels seront les travaux de la semaine prochaine. Il y a 20 minutes que j'essaie d'obtenir ce renseignement.

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Nous continuerons aujourd'hui l'étude en comité du bill relatif à la loi sur les prêts aux améliorations agricoles, pour passer

ensuite à la deuxième lecture et à l'examen en comité du bill sur le crédit agricole. Le programme des travaux annoncé hier soir sera modifié car le président mettra ensuite en délibération l'article n° 21 du *Feuilleton* d'aujourd'hui, soit le Livre blanc sur l'anti-dumping. Je crois que les députés, en général, sont convenus d'aborder l'examen de cette question sans retard cet après-midi.

Demain, nous nous proposons de nous former en comité des subsides pour étudier les prévisions budgétaires concernant le Gouverneur général, le Conseil privé, le Service législatif et le Conseil du Trésor. Lundi, la Chambre ne siégera pas, bien entendu. Mardi prochain, nous entendrons la deuxième lecture du bill visant à modifier la loi sur les postes et, une fois que nous en aurons disposé, nous passerons à la deuxième lecture du projet de loi modifiant la loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies puis, à l'étude en comité de ce projet de loi. Jeudi prochain, nous mettrons en délibération le projet de résolution précédant le bill sur le statut officiel de l'anglais et du français et vendredi, nous examinerons les prévisions budgétaires; nous déciderons des crédits à mettre en délibération après avoir consulté les membres de l'opposition.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Avant que Votre Honneur passe à l'ordre du jour, je voudrais invoquer le Règlement. Dites-moi, monsieur l'Orateur, comment un député peut-il poser des questions au cabinet, si les questions ne sont pas acceptées par les ministres présents au nom des autres ministres? Je signale que le premier ministre a refusé de répondre aujourd'hui à une de mes questions, qui était légitime; le ministre suppléant des Transports a refusé d'y répondre. Voilà pourquoi je demande comment on doit poser des questions urgentes au cabinet, si les ministres ne sont pas là.

M. l'Orateur: Je signale au député que la Chambre a consacré de vingt à trente minutes de son temps hier à la question faisant l'objet de son rappel au Règlement.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

RENVOI AU COMITÉ DU LIVRE BLANC SUR L'ANTIDUMPING

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé) propose:

Que le Livre blanc sur l'antidumping déposé le 20 septembre 1968 soit soumis au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

(La motion est adoptée.)